

**Union européenne - Italie -
Allemagne - Syrie - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec "France Info"
(Paris, 05 mars 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Les électeurs italiens se sont déplacés en nombre hier pour élire leurs députés, le résultat c'est que le parti populiste 5 Etoiles de Beppe Grillo, arrive en tête, et la coalition de droite et d'extrême droite arrive elle aussi en tête, en fait on ne sait pas trop, c'est cafouilleux aujourd'hui en Italie, mais ce qui est certain, les commentateurs le disent comme ça, c'est que les anti-européens sont arrivés en tête du scrutin, on écoute l'un des responsables de la formation 5 Etoiles.

[Alessandro di Battista, du Mouvement 5 Etoiles - ce matin à Rome : Si ces résultats sont confirmés, il s'agira d'un triomphe du mouvement 5 Etoiles, d'une véritable apothéose qui démontre tout le travail que nous avons fait, et surtout cela démontre autre chose, c'est que tout le monde devra venir parler avec nous.]

Voilà, le mouvement de Beppe Grillo, incontournable en Italie, c'est une mauvaise nouvelle pour la construction européenne telle que vous la défendez, Nathalie Loiseau ?

R - D'abord, on attend les résultats définitifs. Il n'y a de triomphe de personne, puisque personne n'a la majorité absolue, personne ne peut gouverner seul. Quand on entend le mouvement 5 Etoiles dire "tout le monde devra parler avec nous", c'est vraisemblable, mais en même temps il y a quelques semaines, le mouvement 5 Etoiles disait "nous ne gouvernerons que seuls et avec personne d'autre". Donc, il y a ce qui se dit...

Q - Il y a quelques semaines, les socio-démocrates allemands disaient : "jamais plus avec Angela Merkel".

R - Il y a ce qui se dit avant l'élection...

Q - ...et il y a ce qui se fait...

R - ... et il y a ce qui va se passer après.

Q - On est bien d'accord.

R - Là-dessus, il est beaucoup trop tôt pour le dire, le président de la République italienne va consulter, cela va prendre du temps...

Q - Bien sûr. Les anti-européens en tête du scrutin, disent les analystes, vous partagez ce sentiment ?

R - Les anti-européens... les antisystèmes, c'est certain. Le mouvement 5 Etoiles s'est positionné contre le " système ", les populistes aussi, il y a eu une campagne avec des mots très durs, avec des violences d'ailleurs. Sur l'Union européenne, les uns et les autres ont changé leur discours au fur et à mesure de la campagne, on avait vu par exemple la Ligue parler d'une sortie de l'euro et puis finalement repartir en arrière. Ce qui est frappant, c'est que ce pays fondateur de l'Union européenne, est dans une phase d'euro-déception ; je ne dirais pas d'euroscepticisme. C'est un pays qui a connu une crise majeure, avec un niveau de chômage élevé. C'est un pays qui a fait face à un afflux migratoire qu'il n'avait jamais connu dans son histoire, et qui s'est senti seul, abandonné par l'Union européenne, à un moment où les questions migratoires n'étaient pas dans les compétences de l'Union européenne.

Q - Mais cela vous inquiète ce résultat, cela vous laisse présager des journées difficiles pour les institutions européennes ? Cela suscite quel sentiment chez vous ?

R - Pas de catastrophisme. Cela montre simplement que partout en Europe, les partis traditionnels sont fatigués.

Q - Non, c'est plus que cela quand même, ce n'est pas les partis traditionnels, c'est autre chose, c'est ...

R - Ce n'est pas forcément que ça. Non, regardez, regardez même à droite...

Q - C'est un état d'esprit, ce n'est pas la répétition de Macron en 2016.

R - Entre Forza Italia et la Ligue, il semblerait - je le dis avec précaution puisque les résultats définitifs ne sont pas encore connus- il semblerait que la Ligue soit passée devant le parti de Silvio Berlusconi, ce qui veut dire que, aujourd'hui, Silvio Berlusconi n'attire pas comme dans le passé, il est là depuis longtemps dans le paysage. Il y a un dédagisme, il y a une soif de renouvellement, on l'a vu partout.

(...)

R - C'est ce que je vois partout. En Allemagne, dans quelques jours, un gouvernement va être constitué avec la CDU de Mme Merkel, la CSU, le SPD. C'est une bonne nouvelle, ce sont des partis pro-européens...

Q - On va en parler, oui.

R - Ils ont signé un contrat de coalition ensemble, qui comporte beaucoup de choses positives, ce sont quand même des partis qui ont souffert au dernier scrutin. Je disais simplement : les partis traditionnels, partout en Europe, réussissent moins bien que dans le passé, il n'y a plus de situation acquise, il y a une envie de renouvellement de l'offre politique, considérable, à travers l'Europe.

Q - Vous venez de l'évoquer, Nathalie Loiseau, en Allemagne, les militants du SPD, à 66%, ont finalement validé l'accord de coalition avec Angela Merkel. On écoute Olaf Scholz, le président par intérim des sociaux-démocrates allemands, qui se félicite, hier, de ce vote. [Olaf Scholz, chef du SPD par intérim, hier à Berlin - traduction : Nous y voyons maintenant clair, le SPD fera son entrée dans le prochain gouvernement fédéral. Cela n'a pas été une décision facile pour le parti social-démocrate, le résultat du contrat de coalition a été discuté de manière ouverte et transparente ces dernières semaines.]

Alors, l'Europe, c'est une volonté de vivre démocratiquement, ça suppose qu'on soit honnête avec les électeurs, sinon, la démocratie n'a pas de sens. Les sociaux-démocrates allemands, pendant la campagne électorale, et puis, juste après avoir enregistré un résultat catastrophique lors de ces élections en septembre, on dit : avec Merkel, plus jamais. Et puis, six mois après, on se félicite de l'accord que les sociaux-démocrates trouvent avec Merkel, c'est quand même curieux, non ?

R - C'est Martin Schulz qui l'avait dit. Il était celui qui conduisait les sociaux-démocrates, il ne l'est plus aujourd'hui. Ce qui est très intéressant, très spécifique à la vie politique allemande, c'est ce temps de discussion, qui permet aux partis de se mettre d'accord sur un projet de gouvernement. C'est très détaillé, c'est très précis...

Q - Oui, oui, toujours.

R - Les militants du SPD ont été interrogés, ils ont voté, donc s'ils avaient voulu ne pas participer à la coalition, ils auraient parfaitement pu le faire. Ce ne sont pas seulement les dirigeants des partis qui ont décidé.

Q - Ce n'est pas un accroc de plus à une philosophie qui nous anime en Europe, dans chaque pays européen ? Jamais plus avec Merkel, et puis, finalement, avec Merkel...

R - Enfin, celui qui avait dit "jamais plus" n'est plus là...

Q - Oui, mais enfin, les autres sont là ! Ils l'ont dit aussi, eux...

R - D'accord, mais les militants ont dit...

Q - Je ne sais pas ce qu'a dit exactement monsieur Olaf Scholz, mais il a dû le dire.

R - Connaissant bien la vie politique allemande, je ne suis pas sûre que c'était largement partagé, et en tout cas, les militants, de la manière la plus démocratique qui soit, et au vu d'un contrat de coalition très précis ont dit : nous sommes d'accord pour ce nouveau gouvernement. C'est une bonne nouvelle, parce que les engagements pro-européens de ce futur gouvernement sont forts, et nous allons pouvoir travailler en franco-allemand, à la fois de manière bilatérale, et plus largement, dans l'Union européenne, pour faire bouger cette Europe, qui en a besoin. Qu'est-ce que disent les électeurs partout en Europe ? Pas nécessairement qu'ils ne veulent plus d'Europe, mais qu'ils veulent une Europe qui fonctionne différemment de ce qu'ils ont connu jusqu'à maintenant.

Q - Mais vous pensez que là, vous pourrez faire avancer des projets avec Angela Merkel, qui est quand même assez faible ?

R - Je suis très confiante parce que c'est une Européenne convaincue...

Q - Mais elle aura les moyens de...

R - Son image est forte en Allemagne, son parti a moins bien réussi que précédemment, mais elle reste une personnalité politique de référence, et elle a des engagements pro-européens très forts.

Q - Et on peut se demander si on ne se prépare pas à des lendemains difficiles en Europe, parce que, en Allemagne, maintenant, l'opposition, c'est l'alternative pour l'Allemagne, c'est-à-dire l'extrême droite. On écoute son leader, Alexander Gauland. [Alexander Gauland, chef de file de l'AFD - traduction : Nous allons faire la chasse à Mme Merkel, nous allons récupérer notre peuple et notre pays. Et nous allons balayer le gouvernement, vous pouvez compter là-dessus !]

Voilà, ça, ce sont des propos qui ont quelques mois, mais qui identifient bien la nature de l'opposition aujourd'hui en Allemagne. Alors, est-ce que ça ne prépare pas à des lendemains difficiles, ces coalitions en trompe-l'oeil ?

R - Non, je pense que ce à quoi on doit être très attentif, c'est ne pas laisser ce type de parti parler au nom du peuple, vous l'avez entendu, il disait : nous allons renverser le gouvernement au nom du peuple allemand. Il ne représente pas la majorité...

Q - 15% des voix.

R - Il faut donner la parole aux citoyens sur l'Europe, c'est ce qu'on va faire partout en Europe, 26 pays sur 27, on va organiser des consultations cette année, pour faire en sorte d'entendre ce que les populations ont à dire sur l'Union européenne, ce qu'elles apprécient, les critiques, les propositions, pour ne pas laisser les extrémistes dire: " je suis le peuple ". Il n'y a rien de plus dangereux.

Q - On comprend, Nathalie Loiseau, que - c'est votre rôle au fond - votre verbe soit diplomatique, mais l'opposition en Allemagne aujourd'hui, c'est l'extrême droite, les partis anti-européens rencontrent un grand succès en Italie. L'extrême droite est au gouvernement en Autriche, on assassine un journaliste slovaque, ça, donc, sans que cela suscite quoi que ce soit de particulier...

R - Vous ne pouvez pas dire cela, "sans que cela suscite quoi que ce soit", je ne crois pas...

Q - Non, mais enfin, on ne peut pas dire que cela a fait un grand débat...

R - Ah, si, cela fait un énorme débat en Slovaquie ! Il faut faire attention à ce qu'on dit...

Q - Mais en France, en tout cas, non, la Pologne est un problème important pour l'Europe, la Hongrie en est un. Et évidemment, dans votre propos, on ne retrouve pas tous ces éléments, tous ces nuages qui s'amoncellent sur l'Europe.

R - Parce que je n'ai pas l'habitude de faire des amalgames et de mettre ensemble des choses qui n'ont rien à voir les unes avec les autres.

Q - Vous croyez vraiment que cela n'a rien à voir ? Cela ne dessine pas un tableau un peu noir de l'Europe ?

R - Ce que vous dites sur la Slovaquie me choque, parce que je vois un gouvernement slovaque qui indique qu'il y aura des conséquences fortes à ce qui s'est passé, je n'ai aucune raison de leur faire un procès à l'avance. En revanche, sur les questions d'Etat de droit, je vous rejoins, c'est-à-dire que l'Union européenne, ce n'est pas simplement un marché, un marché unique, ce n'est pas simplement des subventions que l'on verse d'un pays vers un autre, ou d'une région vers une autre, ce sont des valeurs communes. Et là-dessus, nous sommes très engagés, la France, l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas par exemple, à faire respecter ces valeurs communes. Il y a eu un débat la semaine dernière au Conseil européen sur l'état de droit en Pologne. On est entré dans une procédure qu'on appelle, diplomatiquement comme vous le dites, une procédure de dialogue mais de dialogue très exigeant avec la Pologne. Nous, nous portons une position qui est ferme et qui est simple : nous souhaitons conditionner le versement des crédits européens, au respect de l'Etat de droit, parce que, précisément, l'Union

européenne, c'est une Union de valeur.

Q - Si on dit que cela va mal en Europe aujourd'hui, qu'il y a quand même des motifs d'inquiétude, des problèmes face auxquels vous semblez impuissants, on se trompe beaucoup ?

R - On oublie que la croissance est revenue en Europe, on oublie que le chômage baisse en Europe, on oublie que les crises que l'Europe a eues à surmonter, elle les a traitées avec une certaine efficacité. On oublie qu'on est le continent le plus attractif. Rien n'est parfait...

Q - On oublie ? Vous n'avez pas tort de dire les choses comme ça, on oublie !

R - Oui, oui...

Q - Cela ne compte pas, des éléments d'inquiétude semblent supplanter tout cela.

R - Il est clair qu'un certain nombre de partis populistes jouent avec les peurs. Regardez par exemple dans un pays comme la République tchèque, comme la campagne électorale s'est faite contre l'accueil de migrants, alors qu'il n'y a pas de migrants en République tchèque. On ne doit pas devenir les otages de ces partis qui agitent des terreurs parfois irrationnelles. On doit traiter efficacement, ensemble des enjeux qui sont à l'échelle de notre continent. La question migratoire ne se traitera pas de manière nationale. Les enjeux de changements climatiques, les enjeux de l'action face aux grands acteurs du numérique... ce n'est pas quelque chose qu'on va traiter recroquevillés dans nos frontières nationales. Là-dessus, les populistes vendent du vent, vendent du mensonge.

Q - Les élections européennes seront importantes, elles ont lieu l'année prochaine ?

R - Elles seront très importantes.

Q - Scrutin national en France, la désignation, le choix...

R - Liste nationale, oui.

Q - Liste nationale, oui, le choix d'une tête de liste sera important pour le gouvernement, sa majorité, il y a un profil...

R - D'une tête de liste, mais pas seulement, le choix sur la liste de gens qui ont vraiment envie...

Q - Il y a un profil, parlons de la tête de liste...

R - Le choix sur la liste de gens qui ont vraiment envie d'être des députés européens, de travailler à Strasbourg, à Bruxelles, comme le font par exemple les députés allemands qui sont beaucoup plus présents...

Q - Beaucoup plus présents que les Français...

R - Et beaucoup plus travailleurs que certains des nôtres.

Q - Que certains des nôtres. Le portrait-robot de la tête de liste, ce serait quoi ?

R - Quelqu'un qui a une conviction européenne forte...

Q - Vous avez un nom en tête ?

R - Pas encore.

Q - Pas encore. Si nous le voulions, vous ne nous le donneriez pas de toute façon ?

R - Ce ne serait peut-être pas moi qui vous le donnerai.

Q - Donc on ne va pas insister ?

Q - Le président syrien Bachar al-Assad a pris la parole hier pour démentir toute utilisation de la part de son armée des armes chimiques dans la bataille de la Ghouta que l'on vient d'évoquer, il a dit que les pays occidentaux quand ils affirmaient que les armes chimiques étaient utilisées utilisaient la calomnie. Est-ce que c'est une déclaration que vous prenez en compte ou est-ce que l'évidence dans votre esprit est celle-ci, Bachar al-Assad utilise l'arme chimique ?

R - Ce qu'il faut c'est une enquête internationale qui permette de savoir d'où viennent les bombardements chimiques dont on a constaté les conséquences sur des populations civiles. Ce qui se passe à la Ghouta orientale est une tragédie épouvantable. 400.000 personnes qui sont prises dans une nasse, qui n'ont pas reçu de convoi humanitaire depuis janvier - l'ONU est en train d'essayer d'en acheminer un, ce sera le premier depuis le mois janvier- sont non seulement sous des bombardements mais peut-être des bombardements chimiques...

Q - Chimiques.

R - Peut-être, je le dis parce qu'il n'y a...

Q - Est-ce qu'il faut être précautionneux mais en fait l'enquête internationale que vous réclamez ne se mettra pas en place, parce que la Russie par exemple ne le souhaite pas, et donc l'affaire... L'affaire est terminée avant même qu'elle ait commencé !

R - Non, il y a des moyens de savoir ce qui est utilisé et par qui c'est utilisé et ces moyens, nous souhaitons les utiliser. Et ...

Q - Mais pas une enquête internationale officielle qui rendrait un verdict incontestable, ce sont toujours des résultats - on l'a vu en 2013 - qui sont discutés !

R - Qui sont encore contestés, l'urgence c'est le respect de la trêve, pour une fois il y a eu une résolution du Conseil de sécurité qui appelait à une trêve humanitaire, l'urgence c'est de la faire respecter...

Q - Qui n'a pas été respectée.

R - C'est pour cela que Jean-Yves Le Drian est allé à Moscou la semaine dernière, qu'il est aujourd'hui à Téhéran. La France parle à tous les protagonistes extérieurs, tous ceux qui interviennent en Syrie. Le président de la République a encore parlé avec le président turc. Il y a une urgence tout d'abord pour venir en aide aux populations civiles qui sont martyrisées et aussi à revenir à des négociations. Il n'y a à l'évidence depuis 7 ans pas de solution militaire en Syrie, donc il est urgent de faire en sorte que l'ensemble des parties syriennes puissent travailler à un règlement politique.

Q - Il y a eu une trêve qui n'a duré que quelques heures, pour permettre justement le passage de quelques convois. Est-ce qu'il faut une nouvelle trêve, c'est une trêve qui avait été demandée par l'ONU à l'unanimité cette fois !

R - Il faut faire respecter cette trêve, pour le moment rien n'est...

Q - Est-ce que Bachar al-Assad a décidé de poursuivre le combat, il l'a encore dit hier: je continuerai à mener des actions militaires à la Ghouta.

R - C'est la raison pour laquelle nous parlons avec ceux qui appuient Bachar al-Assad, parce que Bachar al-Assad aujourd'hui, s'il est toujours au pouvoir et s'il a encore les moyens de combattre, c'est parce qu'il est soutenu par des puissances étrangères.

Q - Mais on ne voit pas que la Russie change de ligne, vous pensez que l'Iran - puisque vous l'évoquiez, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères se trouve aujourd'hui à Téhéran - peut modifier son discours et son soutien à Bachar al-Assad, cela n'est pas non plus le plus

probable évidemment !

R - C'est notre rôle de faire entendre notre voix, la voix de la France et aussi celle de l'Europe en faveur des populations, en faveur du respect de la trêve. Demain, il faudra reconstruire la Syrie, il y a des grandes chances qu'on se retourne vers l'Europe, donc il est indispensable que l'Europe fasse entendre sa voix, fasse respecter ses valeurs.

Q - Dans les tensions nombreuses qui existent aujourd'hui sur la planète, on a noté hier que Benyamin Netanyahu, le Premier ministre israélien a convié le président Trump à l'inauguration de l'ambassade américaine qui sera donc déplacée à Jérusalem au mois de mai... d'avril ou mai, je ne sais plus exactement la date, mais enfin c'est très rapide maintenant. Ce serait une erreur que Donald Trump accepte cette invitation d'après vous Nathalie Loiseau ?

R - Donald Trump, c'est lui-même qui a pris la décision de délocaliser l'ambassade américaine à Jérusalem. Nous n'y sommes pas favorables pour notre part, c'est prendre le problème à l'envers. Il faut travailler à un véritable processus de paix qui conduise à deux États, Israël et la Palestine vivant en paix côte à côte, dans le respect de la sécurité de l'un et de l'autre, et faisant de Jérusalem la capitale des deux États. La décision américaine, nous ne l'avons pas approuvée, nous l'avons dit, puisqu'elle préempte le règlement final de la crise au Proche-Orient, c'est donc une erreur oui.

Q - Mais si Donald Trump se trouvait dans les locaux de l'ambassade le jour de son inauguration, ce serait sans doute un symbole qui rajouterait de la tension dans une région où il y en a déjà beaucoup ?

R - Surtout, cela rend plus difficile un rôle indispensable des États-Unis comme médiateur d'un processus de paix. (...) ./.